

Hieronymi, Otto (Eds.). *Technologie et relations internationales/Technology and International Relations. Volume 13-1983-84. Annales d'Études internationales/Annals of International Studies*. Genève, Association des Anciens Étudiants de l'Institut Universitaire des Hautes Études Internationales, 1984, 208 p.

Jehl, Joseph. *Le Commerce international de la technologie : Approche juridique*. Paris, Librairies Techniques Paris, Coll. « Travaux du Centre de recherche sur le droit des marchés et des investissements internationaux » de l'Institut de Relations internationales de l'Université de Dijon, vol. 10, 1985, 520 p.

Jorge Niosi

Volume 17, Number 3, 1986

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702057ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702057ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Niosi, J. (1986). Review of [Hieronymi, Otto (Eds.). *Technologie et relations internationales/Technology and International Relations. Volume 13-1983-84. Annales d'Études internationales/Annals of International Studies*. Genève, Association des Anciens Étudiants de l'Institut Universitaire des Hautes Études Internationales, 1984, 208 p. / Jehl, Joseph. *Le Commerce international de la technologie : Approche juridique*. Paris, Librairies Techniques Paris, Coll. « Travaux du Centre de recherche sur le droit des marchés et des investissements internationaux » de l'Institut de Relations internationales de l'Université de Dijon, vol. 10, 1985, 520 p.] *Études internationales*, 17(3), 683-685. <https://doi.org/10.7202/702057ar>

Tous droits réservés © Études internationales, 1986

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

équivalait plus ou moins à tout le volume d'investissements dans l'ensemble des pays en développement ? Quel gaspillage de ressources au moment où le cinquième de la population du globe souffre de faim et de malnutrition et vit dans une pauvreté complète » (p. 85).

Le quatrième chapitre de l'ouvrage s'attaque au problème du surendettement du Tiers-Monde. Sur la base des données qui malheureusement datent – remarque qui vaut pour l'ensemble de l'ouvrage, les statistiques proposées s'arrêtent à 1981 au mieux 1982 – et qui sont en deça de la réalité actuelle puisque l'endettement du Tiers-Monde a dépassé depuis belle lurette les 505 milliards de 1982 pour s'élever à plus de 1,000 milliards en 1986, l'auteur se joint à ceux et celles qui voient dans le surendettement des pays du Tiers-Monde, non seulement un indice de l'aggravation de leur situation qui s'ajoute à la dégradation des termes de l'échange et la diminution de l'aide publique au développement accordée par les pays développés ; mais encore, une menace sérieuse au fondement des systèmes financiers et bancaires mondiaux.

Enfin, le chapitre consacré à l'examen de la crise énergétique, dans lequel l'auteur propose la fusion nucléaire comme « la seule source énergétique (...) qui pourrait résoudre le problème de l'énergie » (p. 140) semble invalidé par les événements récents : tant Tchernobyl que la chute drastique du prix du pétrole dont on ne reprochera tout de même pas à l'auteur de ne pas les avoir pris en considération.

C'est donc pour solutionner l'ensemble de ces problèmes que le professeur Angelopoulos propose une nouvelle stratégie de développement capable de sortir l'économie mondiale de son impasse actuelle et qui postule que le keynésianisme appliqué à l'échelle mondiale par l'adoption d'un deuxième plan Marshall, dont nous avons vu les principales modalités au début, peut effectivement contribuer à solutionner les problèmes économiques mondiaux actuels.

Cependant, pour que la stratégie d'un deuxième plan Marshall ait des chances minimales de réussite, certaines contraintes d'ordre

politique devront être déserrées. À cet égard, le silence de l'auteur sur ces questions, la non prise en compte dans son analyse des problèmes politiques à solutionner pour créer un nouvel ordre économique mondial, étonne, pour ne pas dire plus. Pourtant les obstacles à surmonter sont colossaux, qui impliquent pour l'essentiel, l'établissement de mécanismes politiques de régulation macro-économique mondiale pouvant assurer une certaine adéquation entre l'investissement, la production et la consommation, l'instauration de rapports politiques radicalement différents entre les différents États qui reposeraient plus sur la coopération que sur l'affrontement par politiques économiques interposées, et enfin une redéfinition des rapports États/Économie s'appuierait sur la nécessité de dénationaliser la question de l'économie. C'est parce qu'il laisse de côté toute cette dimension politique de la situation présente de l'économie mondiale que nous estimons que la proposition du professeur Angelopoulos se révèle être plus une mesure ponctuelle visant à solutionner le surendettement des pays de la périphérie : – ce qui, déjà, n'est pas rien – que le fer de lance de la construction d'un nouvel ordre économique mondial.

Gilles BRETON

*Département de science politique
Université Laval, Québec*

HIERONYMI, Otto (Ed.). *Technologie et relations internationales/Technology and International Relations. Volume 13-1983-84. Annales d'études internationales/Annals of International Studies*. Genève, Association des Anciens Étudiants de l'Institut Universitaire de Hautes Études Internationales, 1984, 208 p.

JEHL, Joseph. *Le Commerce international de la technologie: Approche juridique*. Paris, Librairies Techniques Paris, Coll. « Travaux du Centre de recherche sur le droit des marchés et des investissements internationaux » de l'Institut de Relations internationales de l'Université de Dijon, vol. 10, 1985, 520 p.

La technologie occupe une place grandissante dans l'étude des relations internationales.

les. En premier lieu, parce que le développement des transports et des communications internationales (et l'interdépendance technologique qui s'en est suivie) ont favorisé l'augmentation très rapide du commerce de technologie sous toutes ses formes. Mais, en second lieu, les effets de la technologie dans tous les champs de l'activité sociale sont aujourd'hui devenus trop évidents. Que l'on pense, par exemple, aux conséquences de l'introduction des antibiotiques et autres drogues sur la démographie du Tiers monde, grâce à la réduction massive de la mortalité. Ou à l'évolution de la technologie militaire, avec l'apparition des armes nucléaires, qui peuvent aujourd'hui anéantir l'humanité et toute vie sur la planète. Ou à l'apparition de plusieurs nouvelles technologies de base, dont la micro-électronique, qui sont en train de révolutionner l'ensemble des industries productrices de biens et de services.

Plus aucun secteur de l'activité humaine n'est à l'abri des mutations technologiques actuelles. Les relations internationales sont, elles aussi, en train de changer radicalement comme conséquence de ces mutations. Les deux ouvrages que nous recensons ici contribuent à jeter de la lumière sur certains de ces changements.

L'ouvrage de Joseph Jehl, malgré son sous-titre, déborde largement les aspects juridiques du commerce international de la technologie. En fait, il s'agit d'un ouvrage interdisciplinaire de haut calibre écrit par un juriste. Ainsi, par exemple, d'entrée de jeu, M. Jehl adopte une définition de la technologie qui est empruntée à des économistes; selon cette définition la technologie est un « ensemble complexe de connaissances scientifiques, de machines et d'outils mais aussi de maîtrise systémique d'une organisation efficace de la production » (p. 2). La technologie devient de plus en plus objet de commerce international, qu'il s'agisse de produits (machines, outils), ou de procédés (connaissances, *know how*, etc.). Mais pour être objet de commerce, la technologie doit être la propriété de quelqu'un. Elle l'est, normalement, soit au moyen d'un brevet, soit au moyen d'un savoir-faire non breveté mais protégé.

L'ouvrage est divisé en deux grandes parties. La première (« la technologie comme bien ») décrit l'appropriation de la technologie, son commerce international et sa création. La seconde (« la technologie comme moyen de développement ») analyse la demande de la maîtrise industrielle par les acheteurs des pays en voie de développement, et la réalisation efficace du transfert international de maîtrise technologique.

Il s'agit d'un ouvrage de base, qui peut être utilisé avec profit pour un cours avancé sur le commerce international de technologie, tant en droit qu'en économie, sociologie ou science politique. L'auteur parcourt une masse de bibliographie fort considérable et en fait une synthèse très homogène, très claire et de lecture abordable.

Malheureusement, tous les articles du numéro spécial des *Annales* d'études internationales ne présentent pas les mêmes qualités. Certains textes sont de grand niveau (en particulier ceux de Edward M. Graham, George F. Ray, William I. Jones, Felix J. Trojet et Libero Carrero) qui présentent de nouvelles données et des approches originales. D'autres méritent un commentaire favorable sans mention d'excellence, car il repose essentiellement sur des théories et/ou des données déjà accessibles (ceux de Alexander King, Emilio Fontela, Martino Lo Cascio et Andràs November). Enfin, certains autres n'auraient pas dû être publiés, en bonne partie parce qu'ils adoptent la perspective néo-classique qui a tant fait pour empêcher l'introduction du volet technologique dans l'étude des relations internationales; il s'agit des articles de Otto Hieronymi, Laszlo Unger, Gérard Bauer et Michel Barjou.

Le bilan d'ensemble de ce volume doit, cependant, être largement positif. Faute d'espace on ne commentera pas les quatorze textes qui le composent (y compris l'introduction de Hieronymi). Il nous sera par contre possible de présenter en quelques lignes les principaux articles qui méritent d'être lus.

Le texte de Edward M. Graham (« *World Trade Law and Government subsidies to Industrial Innovation* », pp. 25-41) critique le

modèle néo-classique du commerce international, fondé sur le théorème de Heckscher-Ohlin, et son utilisation par le G.A.T.T. pour justifier des mesures contre les subsides à l'exportation. Le théorème des avantages comparatifs, en effet, est fondé sur le présupposé selon lequel toutes les nations possèdent des technologies identiques, et des proportions différentes des mêmes facteurs de production. Mais, soutient Graham, dans les industries modernes, intensives en connaissance, les subsides (directs et indirects) du gouvernement sont à la fois inévitables et le plus souvent bénéfiques, car ils accélèrent le progrès technologique. L'application des normes du G.A.T.T. aux industries de haute technologie ne peut être que préjudiciable.

George F. Ray (« *On Long Cycles: Kondratieff and All That* », pp. 43-52) analyse les rapports entre les cycles économiques et la technologie; partant de Kondratieff et de Schumpeter, il analyse la technologie et la géographie des cycles longs, en ajoutant de nouvelles données et argumentations théoriques de son cru.

L'article de William I. Jones (« *Agriculture's Changing Role in International Trade and Aid: Tastes and Techniques* », pp. 53-68) excelle dans l'analyse du commerce international de produits et d'inputs agricoles, de l'aide agricole, du transfert de technologie et des investissements directs agro-alimentaires à l'étranger, pour déceler quelques tendances de fond.

C'est le texte de Felix J. Trojer qui m'a le plus impressionné (« *Comparison of R & D Strategies in Europe and Japan* », pp. 105-121). Il étudie les stratégies technologiques de l'Europe (CEE plus Suisse) et du Japon, montre pourquoi le second surclasse la première dans presque tout le spectre industriel. Très documenté, il apporte de nouveaux éclairages et détruit plusieurs mythes.

Enfin, l'article de Libero Carriero (« *Technology and International Relations: Considerations on the Industrial Development of the OAPEC Countries* », pp. 141-156) est une analyse intéressante et bien étayée par des données sur les stratégies industrielles des

pays pétroliers arabes de l'OPEP. Étude de cas, il apporte des éclairages utiles sur une partie du monde peu connue et appelée à jouer un rôle croissant sur l'échiquier industriel mondial.

La nature de ce recueil le rend plus utile aux spécialistes des divers domaines qui y sont abordés.

Jorge NIOSI

*Département de sociologie
Université du Québec à Montréal*

MARKUSEN, James R. and MELVIN, James R., *The Theory of International Trade and Its Canadian Applications*, Scarborough, Butterworths and Co. Ltd., 1984, 420 p.

Le marché peut certainement absorber un nouveau manuel sur le commerce international, mis à jour et bien organisé, à l'intention des étudiants des premier et deuxième cycles, et sous ce rapport plusieurs trouveront en cet ouvrage un outil des plus satisfaisants. Celui-ci effectue d'autre part un effort louable afin d'examiner les questions ayant un intérêt particulier pour les étudiants canadiens. Cependant, malgré ce qu'en disent les auteurs, il ne pourrait constituer l'unique manuel à l'usage des étudiants de la plupart des pays développés.

Le format de l'ouvrage convient bien à un manuel mais n'encourage guère une consultation au hasard. Le style dans lequel il est écrit n'est pas non plus conçu pour attirer l'étudiant désireux d'apprendre un petit quelque chose sur le commerce canadien, et le niveau de présentation est de toute façon probablement trop avancé pour un tel étudiant. Le texte est rempli d'erreurs typographiques, de forme et de fonds, notamment dans les légendes des tableaux et dans les tableaux eux-mêmes. Les auteurs n'ont pas cru bon non plus d'intituler les tableaux. Ceci ne facilite guère la lecture, particulièrement lorsque les textes qui accompagnent les tableaux sont placés loin de ceux-ci. Il faut toutefois souligner le fait que la plupart des tableaux ne sont pas